

## **6.5 "Soja" le nouveau danger de destruction de la forêt Amazonienne**

Au cœur de l'Amazonie brésilienne, les cent premiers kilomètres asphaltés de la BR 163 sont bordés d'immenses domaines baptisés de doux noms comme Paradaiso (le paradis) ou Bom Futo (bon avenir). Venant du sud et du centre du Brésil, des agriculteurs remontent cette voie transamazonienne pour s'installer au cœur de la forêt. Ils bravent la dureté de l'Amazonie car ils sont convaincus que cette région est le meilleur endroit pour faire fortune. Ces fermiers, les gauchos, poursuivent un nouvel eldorado: celui de l'"**or vert**", le **soja**, dont le **Brésil** est devenu en très peu de temps le **deuxième producteur mondial** après les Etats-Unis.

Les gauchos imposent la culture du soja sur des champs gagnés au détriment de la forêt et qui s'étendent déjà à perte de vue. C'est un pari à court terme. Un pari qui menace de virer au cauchemar, car la **culture du soja accélère la déforestation**. Précisément, elle crée les conditions pour que toutes les autres causes de déforestation se multiplient, comme l'explique Philip Fearnside, de l'Institut national pour la recherche en Amazonie: «**L'arrivée du soja** justifie la construction de routes et le goudronnage de celles-ci pour transporter le soja vers les ports. Cela **ouvre** donc de **nouveaux territoires** pour les migrants qui viennent pour d'autres activités comme le **bois**, **l'élevage** de bétail ou la **spéculation** des terres.»

En 2004, la déforestation a atteint un nouveau record avec plus de 24 000 km<sup>2</sup> déboisés, soit la moitié de la Suisse. Au total, c'est plus de 16% des 4 millions de km<sup>2</sup> de la forêt amazonienne brésilienne qui ont déjà été engloutis, une surface équivalente à la France et au Portugal réunis. Si la déforestation continue sa progression, l'impact risque d'être désastreux. **L'Amazonie** rend en effet de nombreux services environnementaux à la planète. Son rôle de **régulateur climatique** pour toute l'Amérique latine est menacé. La forêt amazonienne joue par exemple un rôle crucial sur le régime des pluies de tout le Brésil et des pays avoisinants. Déjà l'on enregistre des ruptures provisoires d'approvisionnement en eau potable dans les grandes villes de São Paulo et de Rio de Janeiro.

*Elio Pereira est l'un de ces nombreux fermiers venus s'installer le long de la 163, éblouis par le mirage du soja: "J'ai l'espérance. C'est pour cela que nous parions, que nous investissons. Si tout va bien, dans trois ou quatre ans, nous aurons le retour de ces investissements." Les gauchos ont fait une razzia sur ces terres d'Amazonie, les rachetant aux premiers migrants venus s'y installer dans les années 70 : les miséreux du Nordeste. A l'époque, l'Etat brésilien avait donné des lopins à cultiver – 100 hectares par famille – à ces paysans sans terre qui fuyaient la sécheresse. Depuis plus de trente ans, ils survivaient péniblement de leurs maigres récoltes de manioc, de haricot ou de riz. Aujourd'hui, ils vendent leurs terres pour une bouchée de pain.*

*"Je ne voulais pas vendre, mais tout le monde autour de moi vendait. Que pouvais-je faire d'autre ?", se lamente Maria dos Santos. L'effet des riches producteurs de soja, roulant avec leurs grosses 4x4 et vêtus d'habits neufs, est dévastateur sur ces paysans qui n'ont jamais eu un seul billet en poche. Les nouveaux venus profitent du manque de repères économiques des Nordestins pour négocier des prix insignifiants: moins de 100 francs suisses l'hectare !*

Des **villages entiers sont ainsi vidés** de leurs habitants et **transformés en champs de soja**. Ceux qui s'accrochent encore à leur lopin de terre voient **leur propriété contaminée par les fertilisants** de leurs nouveaux voisins. Quand elle n'est pas **envahie** par les milliers de **parasites** fuyant les nuages de pesticides. C'est l'autre raison qui pousse les petits paysans



récalcitrants à finalement se débarrasser de leurs terres. "Un jour, témoigne Maria, j'ai senti quelque chose de mauvais, mes poules aussi, ce n'était pas possible de rester ici. Mes bêtes mangeaient du riz empoisonné." Sebastian Pereira est dépité: "Les parasites se déplacent dans les autres champs, là où les propriétaires comme moi n'ont pas les moyens d'utiliser des insecticides. **Les insectes vont manger chez les plus pauvres!**"

Tel un rouleau compresseur, **la culture du soja bouleverse l'équilibre socio-économique de la région.** Les familles qui ont vendu les terres qui les nourrissaient grossissent le cortège des déshérités agglutinés aux abords des zones urbaines. Pasteur à Santarem, José Ferreira est le témoin révolté de cette mutation: "**Non, le soja n'a apporté aucun bénéfice. D'aucune façon. S'il existe des bénéficiaires, c'est une infime minorité.** Mais la communauté n'a bénéficié en rien de la production de soja qu'il y a ici." Les gauchos ne créent même pas d'emplois: ils amènent avec eux leurs employés originaires du Sud. Entre les gauchos et les Nordestins écrasés par l'arrogance des premiers, les relations sont souvent glaciales.

Et pourtant, les experts en agronomie assurent que **la culture du soja n'a aucun avenir** dans la région amazonienne. Ingrid Marisa Tohver, biologiste, s'en explique: "**Les nutriments qui sont contenus dans le sol amazonien proviennent du recyclage naturel de la forêt. Les arbres tombent sur le sol et se décomposent. Les minéraux et les nutriments pénètrent dans le sol et nourrissent d'autres plantes. Ainsi, si on retire la forêt pour planter du soja, après quatre ou cinq ans il faut utiliser des fertilisants. Mais ce n'est alors plus viable économiquement.**" Cinq ans de culture intensive du soja peuvent suffire à épuiser les sols, prédisent les experts.

Les gauchos ne se laissent pas troubler. Ils continuent frénétiquement d'abattre les surfaces forestières de leurs nouvelles propriétés. Et peu importe si la loi fédérale ne les autorise à convertir en plantation que 20% de ces terrains. **Plutôt que de se plier à cette règle, le planteur de soja préfère payer une amende.** Un organisme fédéral, l'Ibama, est chargé de veiller à l'application de la loi. Mais ses inspecteurs sont totalement dépassés par **l'ampleur des fraudes.** Paulo Maier Souza, chef du bureau de l'Ibama à Santarem, s'alarme du combat inégal dans lequel son équipe est engagée: "Nous sommes chargés de surveiller un million de km<sup>2</sup> de territoire mais nous souffrons d'un **manque chronique de personnel.**" De surcroît, les **mauvaises conditions** de travail des inspecteurs les **exposent à la corruption.**

L'arrivée au pouvoir de Luiz Inacio Lula da Silva, en 2003, n'a pas changé grand-chose. Le président est en plein dilemme. Il s'est assigné des objectifs quasi inconciliables. Il doit satisfaire le peuple qui a mis tous ses espoirs en lui pour combattre la pauvreté; lors de son discours d'investiture, en octobre 2002, il a aussi promis que son gouvernement serait le gardien de l'Amazonie et de sa biodiversité; et il veut rassurer les milieux économiques et financiers, y compris le puissant secteur de l'agro-business. Jusqu'à présent, Lula suit une politique pragmatique, au risque de décevoir ses partisans. Il n'a pas pris le risque de se mettre à dos l'agro-business, la poule aux œufs d'or pour le pays. Le bon sens du président se résume à un chiffre: 34 milliards de dollars. C'est l'excédent de la balance commerciale brésilienne pour le seul secteur de l'agriculture. Sans ce résultat, les comptes extérieurs seraient dans le rouge. **Cette machine à cash que représente l'agriculture d'exportation est difficilement attaquantable,** car à elle seule elle garantit la crédibilité financière du Brésil sur les marchés financiers internationaux.



Ceci explique que, dans les couloirs du pouvoir fédéral, à Brasilia, **le sort de la forêt amazonienne semble bien secondaire**. Député au parlement, Fernando Gabeira résume le climat politique: "*Ceux qui défendent la nature, ceux qui s'opposent à la déforestation sont accusés de mépriser le peuple.*" Les statistiques, pourtant, ne mentent pas. Elles démontrent que la déforestation a surtout lieu dans les régions où il y a de grandes propriétés et donc d'importants moyens financiers et techniques pour abattre des milliers d'arbres et retourner le sol. **Les gros propriétaires terriens sont responsables de près de 70% des déboisements** par l'homme en Amazonie. De riches propriétaires très présents jusque dans les plus hautes sphères du gouvernement Lula...

Mais une lueur d'espoir existe. Elle est entretenue par une femme à poigne originaire d'Amazonie, et que Lula a placée à la tête du Ministère de l'environnement. Marina Silva refuse le fatalisme. Son but est de **freiner la déforestation galopante en diversifiant l'économie amazonienne**. Sous son impulsion, les moyens d'action de l'Ibama viennent d'être renforcés. Le Ministère de la défense prête des **hélicoptères** qui survolent les propriétés **pour débusquer les fraudeurs**. Les technologies les plus avancées viennent au secours des inspecteurs: **la surveillance satellitaire** doit aider à mieux contrôler les quatre millions de km<sup>2</sup> de la forêt équatoriale. Une tâche titanesque. Pendant ce temps, **l'agro-business continue de déployer ses tentacules le long de la BR 163. La transamazonienne sera bientôt goudronnée sur la totalité de son tracé, grâce à des capitaux privés généreusement donnés par des entreprises actives dans le soja** – Cargill ou le groupe Blairo Maggi dirigé par... le gouverneur du Mato Grosso. Ce jour-là, la forêt entendra sonner le glas. Un proverbe amérindien avertit: "*Quand le dernier arbre sera abattu, la dernière rivière empoisonnée, le dernier poisson capturé, alors vous découvrirez que l'argent ne se mange pas.*"

**Date de publication** : 8 juin 2005

**Auteur** : Virgine Monnet

**Source** : <http://www.deforestation-amazone.org>